



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR LE PROCHE-ORIENT

## Trente-septième session

Amman (Jordanie), 5-8 février et 4-5 mars 2024

## Perspectives de la sécurité alimentaire mondiale et régionale

### Résumé

Le présent document décrit dans les grandes lignes la situation actuelle de la sécurité alimentaire dans le monde et dans les pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, ou États arabes, ainsi que les perspectives à court et moyen termes de la sécurité alimentaire. Il se concentre sur les dimensions de la sécurité alimentaire que sont la disponibilité, l'accès et la stabilité, ainsi que sur l'impact de facteurs tels que la variabilité du climat et les extrêmes climatiques, les ralentissements et récessions économiques, et les conflits. Après l'introduction, la section II présente l'évolution de l'insécurité alimentaire chronique aux niveaux mondial et régional, suivie d'une évaluation de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë dans les pays connaissant une crise alimentaire. Sont également présentés les indicateurs mondiaux et régionaux du coût et de l'abordabilité d'une alimentation saine. La section III expose, pour les principaux produits alimentaires, les perspectives agricoles à court et à moyen termes et met en évidence les questions qui se font jour dans la région.

### Suite que la Conférence régionale est invitée à donner

La Conférence régionale est invitée à appeler les membres à:

- prendre note des informations et de l'analyse contenues dans le présent document, en particulier de la détérioration de la situation de la sécurité alimentaire dans certains pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord;
- reconnaître qu'il est urgent de travailler ensemble pour s'attaquer aux principaux facteurs de la sous-alimentation et de l'insécurité alimentaire dans le monde que sont les conflits et les tensions géopolitiques, les phénomènes climatiques extrêmes, plus fréquents, les ralentissements et récessions économiques, ainsi que les inégalités persistantes;
- répondre à la nécessité de poursuivre l'aide humanitaire d'urgence, y compris l'intensification des interventions agricoles et des investissements à plus long terme dans les activités de renforcement de la résilience menées par la FAO, qui fournit aux personnes touchées une aide agricole urgente, vitale et efficace par rapport au coût;
- se féliciter du travail statistique mené par la FAO en tant que principal organisme produisant des données sur l'alimentation et l'agriculture, utiles pour le suivi de la sécurité alimentaire, et prier instamment les gouvernements de fournir à l'Organisation des données et des statistiques

Les documents peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).

- actualisées et complètes pour lui permettre de réaliser en temps opportun des évaluations et des analyses propres à éclairer les décisions de politique générale;
- e. donner des orientations quant à l'appui futur de la FAO à la région, selon qu'il y a lieu.

*Pour toute question relative au contenu de fond du présent document, prière de s'adresser à:*

Máximo Torero Cullen  
Économiste en chef  
Tél.: +39 06570 50869  
Courriel: [Maximo.Torero@fao.org](mailto:Maximo.Torero@fao.org)

ou au

Secrétariat de la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient

[FAO-RNE-NEERC@fao.org](mailto:FAO-RNE-NEERC@fao.org)

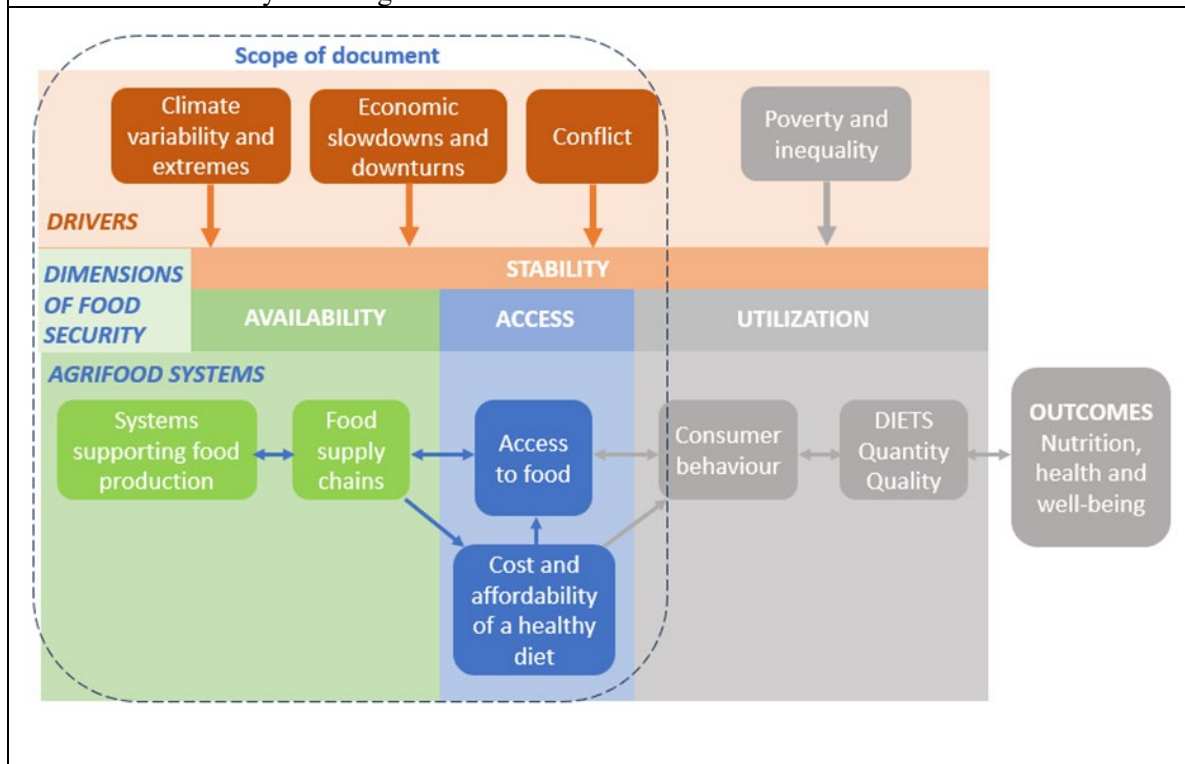
## I. Introduction

1. L'évaluation de la situation mondiale et régionale de la sécurité alimentaire exposée dans le présent document donne à voir un monde qui commençait à se remettre de la pandémie de covid-19 lorsque, au début de 2022, a éclaté en Ukraine une guerre impliquant deux grands producteurs mondiaux de denrées agricoles et provoquant une onde de choc sur les marchés des produits de base et de l'énergie. La pandémie, le rebond économique qui s'en est suivi, la guerre en Ukraine et la flambée des prix des aliments, des intrants agricoles et de l'énergie imputable en partie à ce conflit ont eu des effets différents selon les régions et les populations, et des incidences variables sur la faim et l'insécurité alimentaire. De nombreux pays ont été durement touchés par l'augmentation de la facture des importations d'aliments et d'énergie, tandis que d'autres ont bénéficié de la hausse des prix. De nombreux groupes de population n'ont pas pu profiter des avantages de la reprise économique ou ont subi de plein fouet la hausse des prix des aliments et de l'énergie, voire les deux.

2. Le présent document donne une vue d'ensemble de la situation actuelle de la sécurité alimentaire dans le monde et dans les États arabes, ainsi que des perspectives à court et moyen termes de la sécurité alimentaire. Il est largement admis que la sécurité alimentaire peut être conceptualisée selon quatre dimensions: la disponibilité, l'accès, la stabilité et l'utilisation de la nourriture (figure 1). Nous nous intéresserons aux trois premières de ces dimensions, telles que reflétées par les indicateurs utilisés pour décrire la situation de la sécurité alimentaire et, plus important encore, par les éléments qui influent sur les perspectives de sécurité alimentaire présentées dans le document, lesquelles se fondent sur l'analyse de l'offre et de la demande globales d'aliments. Dans le même temps, cette analyse est influencée par l'impact de facteurs tels que la variabilité du climat et les extrêmes climatiques, les ralentissements et récessions économiques ainsi que les conflits. En ce sens, la dimension qu'est l'utilisation et d'autres facteurs clés comme la pauvreté et les inégalités dépassent la portée de ce document.

3. Après ce cadre conceptuel, la section II présente l'évolution de l'insécurité alimentaire chronique aux niveaux mondial et régional, suivie d'une évaluation de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë dans les pays connaissant une crise alimentaire. Sont également présentés les indicateurs mondiaux et régionaux du coût et de l'abordabilité d'une alimentation saine. La section III expose, pour les principaux produits alimentaires, les perspectives agricoles à court et moyen termes et met en évidence les questions qui se font jour dans la région.

**Figure 1.** Les effets des facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire se transmettent par l'intermédiaire des systèmes agroalimentaires



Source: Adapté de FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2020. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020: Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*. Rome, FAO; et de HLPE. 2017. *Nutrition et systèmes alimentaires. Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale* (septembre 2017). Rome, FAO.

## II. Situation de la sécurité alimentaire aux niveaux mondial et régional

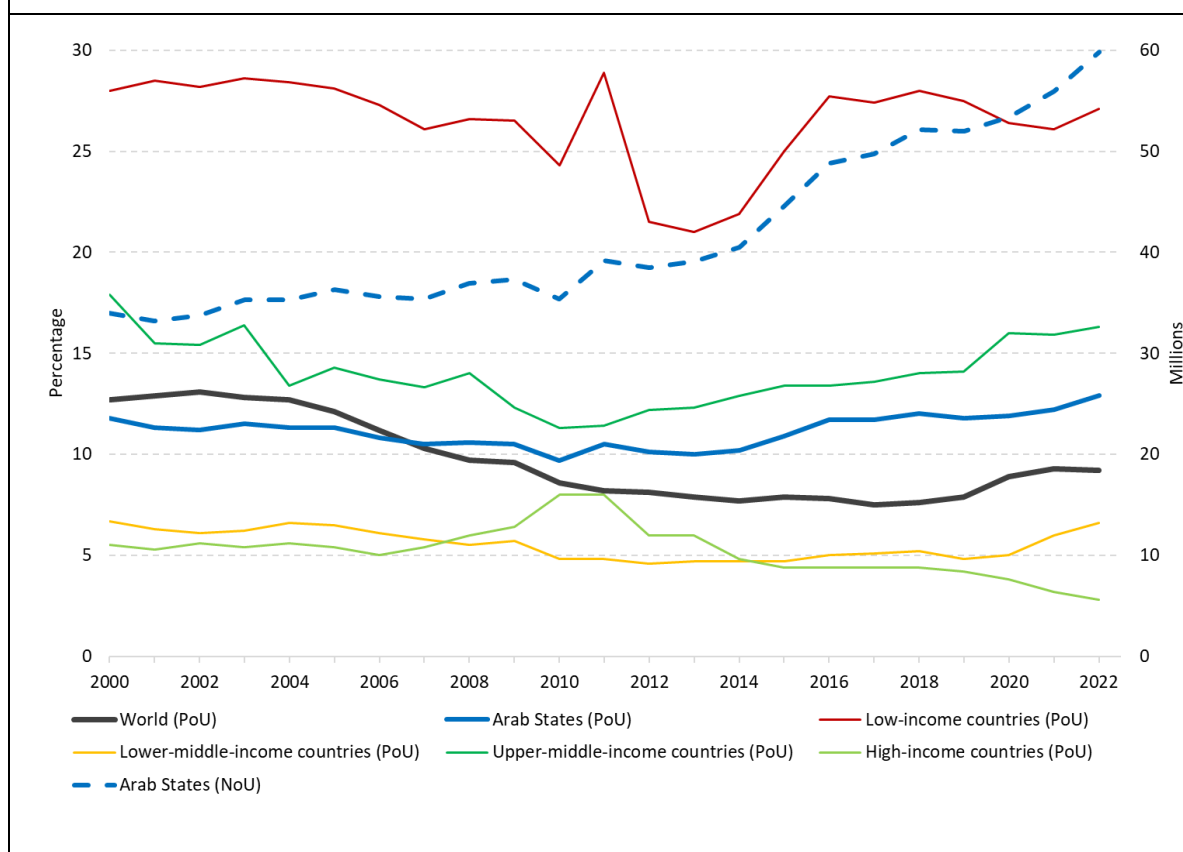
### A. Évolution de l'insécurité alimentaire chronique

4. Après avoir fortement augmenté à la suite de la pandémie de covid-19, la faim dans le monde – mesurée par la prévalence de la sous-alimentation (PoU) – est restée relativement stable entre 2021 et 2022, touchant environ 9,2 pour cent de la population mondiale en 2022, contre 7,9 pour cent en 2019. On estime qu'entre 691 et 783 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2022. Si l'on considère la moyenne (environ 735 millions), cela représente 122 millions de personnes de plus qu'en 2019, année précédant la pandémie mondiale.

5. Dans les États arabes, cependant, la sous-alimentation a continué d'augmenter, atteignant sa valeur la plus élevée depuis 2000, soit 12,9 pour cent en 2022, ce qui est bien supérieur à la moyenne mondiale (figure 2).

6. C'est dans ces États qu'en 2022, la prévalence de la sous-alimentation était la plus élevée parmi les pays à faible revenu<sup>1</sup> (27,1 pour cent) et qu'elle était élevée, parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (16,3 pour cent), par rapport à la moyenne de la région. Elle était considérablement plus faible dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (6,6 pour cent), qui incluent l'Algérie, avec une prévalence inférieure à 2,5 pour cent. La proportion de la population confrontée à la faim dans le groupe des pays à revenu élevé était très faible, avec une prévalence de la sous-alimentation de 2,8 pour cent en moyenne.

**Figure 2.** Prévalence de la sous-alimentation dans le monde et dans les États arabes



Source: D'après FAO. 2023. Données de la sécurité alimentaire. Dans: *FAOSTAT*. Rome. [Consulté en juillet 2023]. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/FS>.

7. Dans la région arabe, la faim a atteint son niveau le plus bas en 2010, lorsque 9,7 pour cent de la population de la région souffrait de la faim. Si l'on considère les tendances récentes, elle a augmenté dans la région, passant de 11,8 pour cent en 2019, avant la pandémie de covid-19 et la guerre en Ukraine, à 12,9 pour cent en 2022. L'impact le plus important de ces deux crises s'est fait sentir dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (augmentation de 37,5 pour cent) et dans ceux à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (augmentation de 15,6 pour cent). En revanche, les pays à revenu élevé sont parvenus à réduire la sous-alimentation d'un tiers depuis 2019, les pays exportateurs de pétrole ayant bénéficié de la flambée des prix du pétrole lors de la reprise économique de l'après-covid-19 et de l'augmentation des prix du pétrole provoquée

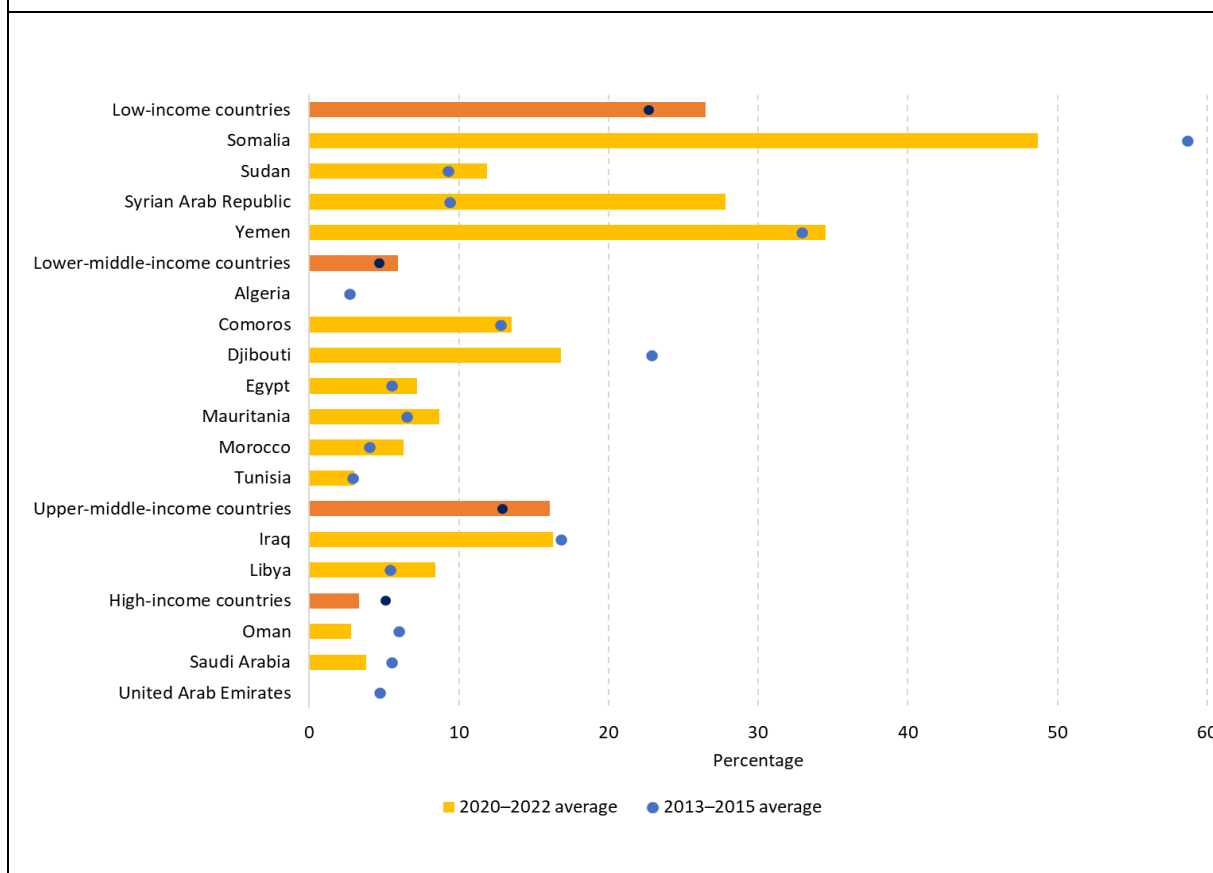
<sup>1</sup> Les États arabes sont regroupés en fonction de leur niveau de revenu tel que défini par la Banque mondiale pour l'exercice 2023: les pays à faible revenu sont la République arabe syrienne, la Somalie, le Soudan et le Yémen; ceux à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont l'Algérie, les Comores, Djibouti, l'Égypte, le Liban, le Maroc, la Mauritanie, la Palestine et la Tunisie; ceux à revenu intermédiaire de la tranche supérieure sont l'Iraq, la Jordanie et la Libye; et ceux à revenu élevé sont l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar.

par les effets de la guerre en Ukraine.

8. Dans les États arabes, le nombre de personnes sous-alimentées a atteint 59,8 millions en 2022, contre 55,9 millions en 2021 et 34,0 millions en 2000. En 2022, 8,1 pour cent des personnes sous-alimentées dans le monde vivaient dans des États arabes. Plus de la moitié (32,6 millions) des personnes sous-alimentées de la région arabe vivaient dans des pays à faible revenu, 14,4 millions dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 11,1 millions dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

9. La sous-alimentation varie considérablement au sein de chaque groupe de revenu (figure 3). C'est la Somalie qui a la prévalence la plus élevée parmi les pays à faible revenu; près de la moitié de la population souffrira de la faim en 2020-2022, même si cette dernière a diminué de 10 points de pourcentage par rapport à 2013-2015 (avant le lancement du Programme de développement durable à l'horizon 2030). La Somalie est suivie du Yémen (34,5 pour cent), de la République arabe syrienne (27,8 pour cent) et de Djibouti (16,8 pour cent). Le niveau bien plus élevé de la prévalence de la sous-alimentation dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure par rapport aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure peut s'expliquer en partie par le fait que ce groupe de pays comprend deux pays touchés par des conflits, l'Iraq et la Libye, où 16,3 pour cent et 8,4 pour cent, respectivement, de la population était sous-alimentée en 2020-2022. Le groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure comprend de nombreux pays dont le secteur agricole est relativement bien développé et dont la base de production d'aliments est plus importante, comme l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, en 2020-2022, c'est à Djibouti que la faim sera la plus élevée (16,8 pour cent), suivi des Comores (13,5 pour cent), de la Mauritanie (8,7 pour cent), de l'Égypte (7,2 pour cent), du Maroc (6,3 pour cent), de la Tunisie (3,0 pour cent) et de l'Algérie (moins de 2,5 pour cent). Des améliorations ont été observées en Algérie et à Djibouti par rapport à la période 2013-2015. Les pays à revenu élevé, qui bénéficient d'importantes recettes d'exportation de pétrole, ont tous progressé par rapport à 2013-2015 et affichent tous de faibles niveaux de faim: Arabie saoudite (3,8 pour cent), Émirats arabes unis (moins de 2,5 pour cent) et Oman (2,8 pour cent).

**Figure 3.** Prévalence de la sous-alimentation dans les États arabes par groupe de revenu et par pays (2013-2015 et 2020-2022)



Note: La prévalence de la sous-alimentation est, en 2020-2022, inférieure à 2,5 pour cent pour l'Algérie et les Émirats arabes unis.

Source: D'après FAO. 2023. Données de la sécurité alimentaire. Dans: *FAOSTAT*. Rome. [Consulté en juillet 2023]. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/FS>.

10. Selon les projections, près de 600 millions de personnes dans le monde seront en sous-alimentation chronique en 2030, ce qui souligne l'immense défi que représente le fait d'atteindre la cible mondiale des ODD consistant à éradiquer la faim. Dans les États arabes, le nombre de personnes sous-alimentées devrait passer de 59,9 millions actuellement à 65,9 millions d'ici à 2030.

11. La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave évaluée selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES) est une estimation de la proportion de la population qui est confrontée à des difficultés modérées ou graves s'agissant de se procurer de la nourriture en quantité suffisante au cours d'une année. Une personne est en situation d'insécurité alimentaire modérée lorsqu'elle n'est pas certaine de pouvoir se procurer de la nourriture et qu'elle a été contrainte de réduire, à certains moments de l'année, la qualité et/ou la quantité de nourriture qu'elle consomme, d'argent ou d'autres ressources. On parle d'insécurité alimentaire grave lorsqu'une personne a probablement épuisé ses réserves de nourriture, connu la faim et, dans le cas le plus extrême, passé plusieurs jours sans manger, ce qui a gravement compromis sa santé et son bien-être.

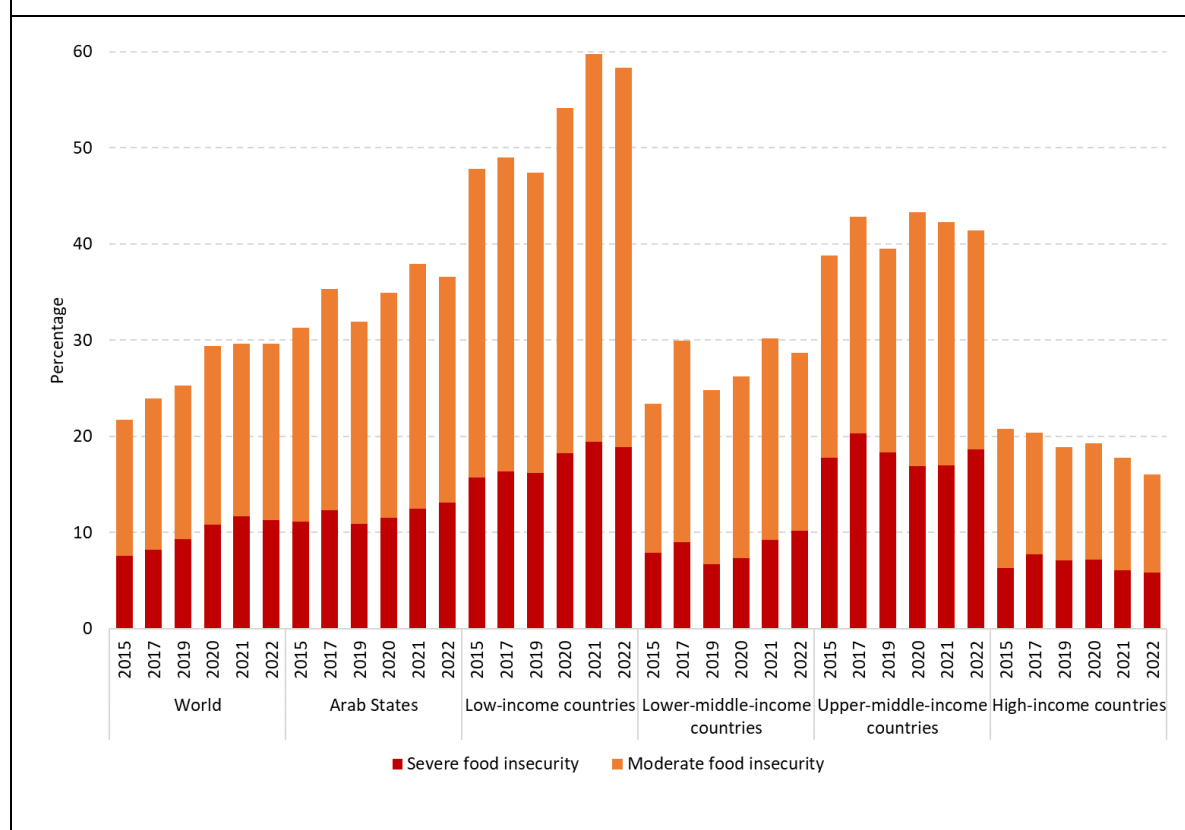
12. La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave dans le monde est restée inchangée pour la deuxième année consécutive après avoir fortement augmenté entre 2019 et 2020 (figure 4). Environ 29,6 pour cent de la population mondiale, 2,4 milliards de personnes, étaient en

situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2022, dont quelque 900 millions (11,3 pour cent de la population mondiale) en situation d'insécurité alimentaire grave.

13. Dans les États arabes, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave était de 36,6 pour cent en 2022, ce qui équivaut à 170 millions de personnes. C'est 1,3 point de pourcentage de moins qu'en 2021, mais 7 points de pourcentage de plus que la moyenne mondiale. Dans lesdits États, la prévalence de l'insécurité alimentaire grave a légèrement augmenté, passant de 12,5 pour cent en 2021 à 13,1 pour cent en 2022. Sur les 900 millions de personnes qui, dans le monde, souffrent d'insécurité alimentaire grave en 2022, 61 millions vivent dans des États arabes.

14. La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave était, en 2022, de 58,3 pour cent dans les pays à faible revenu de la région et de 16,0 pour cent dans ceux à revenu élevé. Comme dans les estimations de la prévalence de la sous-alimentation faites pour les différents groupes de revenus, l'insécurité alimentaire était plus élevée dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure de la région que dans ceux à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, à 41,4 pour cent contre 28,7 pour cent.

**Figure 4.** Prévalence de l'insécurité alimentaire dans les États arabes par niveau de revenu des pays



Source: FAO. 2023. Données de la sécurité alimentaire. Dans: *FAOSTAT*. Rome. [Consulté en juillet 2023]. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/FS>.

15. Dans la région, l'insécurité alimentaire a été supérieure aux niveaux mondiaux toutes les années entre 2015 et 2022, en moyenne de 8,3 points de pourcentage pour l'insécurité alimentaire modérée ou grave et de 2,4 points de pourcentage pour l'insécurité alimentaire grave. Pendant la même période, l'insécurité alimentaire a augmenté, quels qu'aient été les groupes de revenus, dans tous les pays de la région, à l'exception du groupe des pays à revenu élevé, où la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave a diminué, passant de 20,8 pour cent en 2015 à 16,0 pour cent en 2022.



16. La prévalence de l'insécurité alimentaire était plus élevée chez les femmes que chez les hommes, tant au niveau mondial que dans la région arabe. Au niveau mondial, l'écart entre les genres, en 2022, était de 2,5 points de pourcentage pour l'insécurité alimentaire modérée ou grave et de 1,1 point de pourcentage pour l'insécurité alimentaire grave. Dans les États arabes, l'écart entre les genres est plus important: 5,4 points de pourcentage pour l'insécurité alimentaire modérée ou grave et 2,7 points de pourcentage pour l'insécurité alimentaire grave.

### **L'insécurité alimentaire aiguë dans les pays connaissant une crise alimentaire<sup>2</sup>**

17. Si l'on considère tous les pays du monde classés comme étant en situation de «crise alimentaire», on estime que 258 millions de personnes ont été confrontées à un «niveau élevé»<sup>3</sup> d'insécurité alimentaire aiguë en 2022. Ce chiffre comprend 35 millions de personnes en situation d'urgence et 376 000 en situation de catastrophe.

18. En raison de l'évolution de la portée et de la modification ou de l'extension de la couverture des éditions successives de ces rapports, il est difficile d'établir des séries cohérentes de chiffres comparables au fil du temps. Néanmoins, il est à noter que le nombre total de personnes confrontées à un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë, comme indiqué dans l'édition 2023 du *Rapport mondial sur les crises alimentaires*, a augmenté pour la troisième année consécutive, passant de 155 millions en 2020 à 193 millions en 2021, puis à 258 millions en 2022.

19. Dans la région, on estime que, en 2022, quelque 51 millions de personnes ont été confrontées à un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë (ce qui correspond à la phase 3 [«crise»] du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire [IPC] ou à une phase supérieure)<sup>4</sup>. La grande majorité (81 pour cent) de ces personnes se trouvent au Yémen (17,37 millions), en République arabe syrienne (12,6 millions) et au Soudan (11,65 millions). Suivent la Somalie (5,59 millions), le Liban (1,98 million), qui comprend à la fois les résidents libanais et les réfugiés palestiniens, et la Palestine (1,54 million). Ce chiffre inclut les personnes qui, au Yémen (4,6 millions), au Soudan (3,1 millions), en Somalie (1,52 million) et au Liban (0,31 million), sont classées en état d'urgence (phase 4 de l'IPC), ainsi que celles qui, en Somalie (214 000) et au Yémen (31 000), sont classées en état de catastrophe (phase 5 de l'IPC).

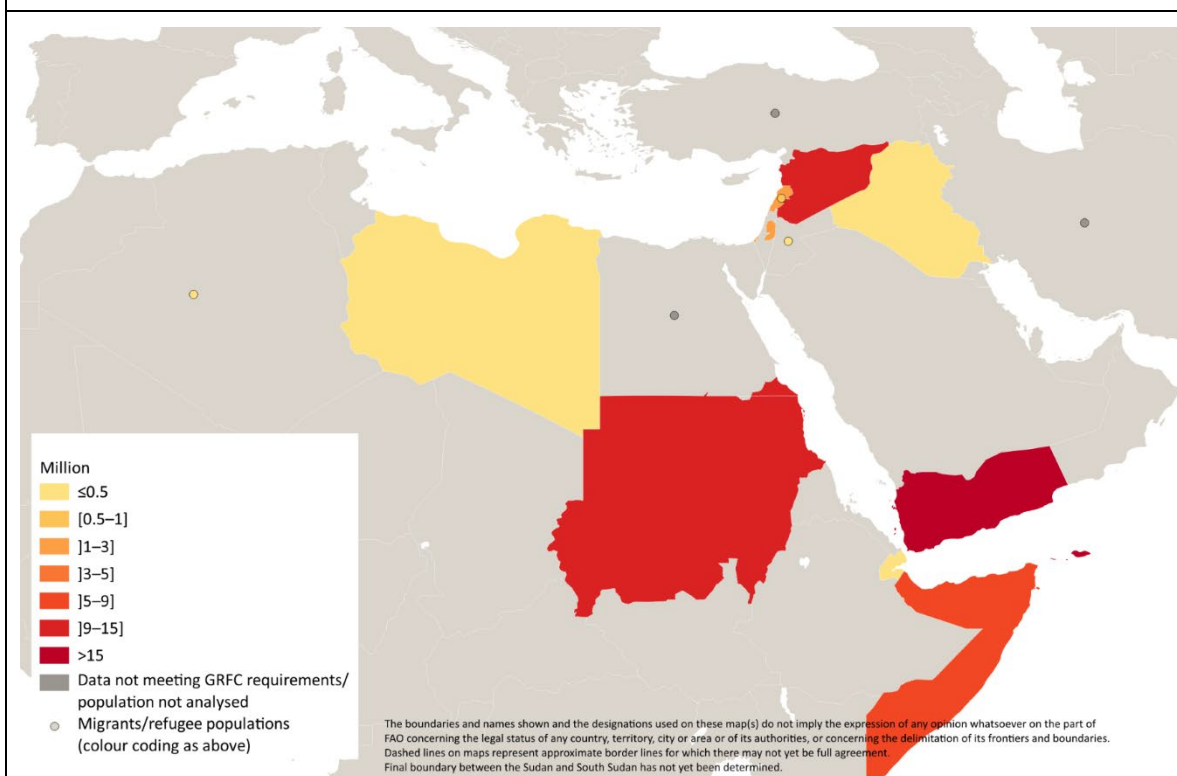
---

<sup>2</sup> Cette section se fonde sur le *Rapport mondial sur les crises alimentaires 2023* publié en mai ainsi que sur la version de ce document qui a été actualisée en milieu d'année et publiée en septembre. Les informations supplémentaires sur les foyers de famine extrêmement préoccupants et les plus préoccupants proviennent du rapport y relatif publié par la FAO et le PAM à la fin du mois d'octobre.

<sup>3</sup> On considère que l'insécurité alimentaire a atteint un «niveau élevé» singulier lorsqu'elle correspond à la phase 3 («crise») ou à une phase supérieure selon les définitions établies au moyen de l'approche analytique sur laquelle repose le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). Voir [www.ipcinfo.org](http://www.ipcinfo.org).

<sup>4</sup> Les évaluations ont porté sur le Liban, la Libye, la Palestine, la République arabe syrienne, la Somalie, le Soudan et le Yémen, ainsi que sur des groupes de population spécifiques en Algérie (réfugiés sahraouis), en Iraq (populations déplacées à l'intérieur du pays et rapatriés) et en Jordanie (réfugiés syriens). Les données dont on disposait sur la situation des réfugiés syriens en Türkiye et en Égypte et sur les réfugiés afghans en République islamique d'Iran ne remplissaient pas les conditions requises pour être incluses dans l'évaluation. Pour plus de détails, voir [Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires, 2023](#).

**Figure 5.** Nombre de personnes confrontées à un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë en 2022 dans les pays/territoires du Proche-Orient et d'Afrique du Nord touchés par des crises alimentaires majeures, et parmi les personnes réfugiées en Algérie et en Jordanie



Note: Les données dont on disposait sur la situation des réfugiés syriens en Türkiye et en Égypte ne remplissaient pas les conditions requises pour être incluses dans l'évaluation.

Source: Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires. 2023. *2023 Global Report on Food Crises*. Rome. [www.fsinplatform.org/globalreport-food-crises-2023](http://www.fsinplatform.org/globalreport-food-crises-2023).

20. La République arabe syrienne, le Soudan et le Yémen ont continué, en 2022, de figurer parmi les pays qui connaissent les crises alimentaires prolongées les plus importantes au monde. Dans ces pays combinés, le nombre de personnes confrontées à un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë est passé de 28,15 millions en 2021 à 29,43 millions en 2022. Cette augmentation est imputable à un million de personnes supplémentaires en situation de crise ou pire (phase 3 de l'IPC ou phase supérieure) recensées au Yémen entre les cinq premiers mois de 2021 et la même période en 2022, ce qui porte le total à plus de 17 millions de personnes, soit 55 pour cent de la population, proportion la plus élevée enregistrée depuis 2017 (60 pour cent) (GRFC 2018).

21. À partir d'août 2023, l'escalade du nombre de cas d'insécurité alimentaire aiguë a été due au conflit au Soudan. La réduction du nombre de personnes en situation de catastrophe (phase 5 de l'IPC) en Somalie est en partie liée à la fourniture d'une aide humanitaire et à l'amélioration de l'accès à des activités génératrices de revenus suite à une meilleure saison des pluies à la fin de 2022. En Somalie, ce sont les phénomènes météorologiques extrêmes qui sont les principaux facteurs de faim, tandis qu'au Soudan, et encore largement en Somalie, ce sont les conflits et l'insécurité.

22. En outre, on estime qu'encore en août 2023, parmi les réfugiés syriens en Jordanie, les résidents et les réfugiés syriens au Liban ainsi qu'au Yémen, 20,7 millions de personnes étaient confrontées à un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë.

23. En octobre 2023, le Soudan reste, en ce qui concerne la faim, le point chaud le plus préoccupant. Le conflit, qui a débuté en avril 2023, continue d'avoir de graves répercussions sur les pays voisins. L'ampleur et le rythme des déplacements se maintiennent à un niveau alarmant, avec près de 5,6 millions de personnes déplacées à la mi-septembre 2023. Ce chiffre comprend

1,2 million de personnes qui ont traversé la frontière vers les pays voisins, contre 220 000 en mai 2023, ce qui représente une multiplication par six des mouvements transfrontaliers.

24. L'insécurité alimentaire aiguë devrait persister en Somalie en raison des effets persistants de la sécheresse prolongée de 2020-2023, de la baisse prévue du niveau de l'aide humanitaire en raison de contraintes de financement et des inondations résultant d'une saison des pluies d'octobre-décembre 2023 qui devrait être supérieure à la moyenne. Les conflits et l'insécurité, ainsi que les prix élevés des aliments, continuent d'exacerber les besoins.

25. Au Yémen et pour les populations réfugiées en Jordanie, les principaux facteurs de faim restent les conflits et l'insécurité, tandis que pour les populations résidentes et réfugiées au Liban, ce sont les chocs économiques.

26. La Palestine a été ajoutée à la liste des pays les plus préoccupants suivis par la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM) dans leur dernier rapport sur les zones critiques de faim<sup>5</sup>, en raison de la grave escalade du conflit survenue en octobre 2023. Plus tard, un rapport succinct de l'IPC publié le 21 décembre<sup>6</sup> a révélé qu'au 7 décembre 2023, plus de 90 pour cent de la population de la bande de Gaza (environ 2,08 millions de personnes) pouvait être classée dans la phase 3 de l'IPC ou dans une phase supérieure («crise» ou pire). Ce rapport prévoyait également que dans le scénario le plus probable d'hostilités, de déplacements de population et d'impossibilité d'accroître le volume et le ciblage de l'aide humanitaire, l'ensemble de la population de la bande de Gaza serait en phase 3 de l'IPC ou plus, ce qui signifiait qu'elle aurait un besoin urgent d'aide alimentaire humanitaire. Cette situation extrême n'a jamais été atteinte nulle part dans le monde lors des évaluations de l'insécurité alimentaire aiguë menées par l'IPC depuis le début de son activité en 2004.

27. Selon l'évaluation de l'IPC, 30 pour cent de la population des gouvernorats du nord et 25 pour cent de la population déplacée dans les gouvernorats du sud de la bande de Gaza avaient atteint le niveau «catastrophe» (phase 5 de l'IPC) d'insécurité alimentaire aiguë au 7 décembre 2023. C'est pourquoi il a été mis en place un Comité d'examen de la famine. Sa conclusion est que si la situation actuelle persiste ou se détériore, il existe un risque de famine qui irait jusqu'à mai 2024<sup>7</sup>.

### **Évolution du coût et de l'abordabilité d'une alimentation saine**

28. En 2021, le coût d'une alimentation saine dans les États arabes était de 3,55 USD en parité de pouvoir d'achat (PPA) par personne et par jour, légèrement inférieur à l'estimation mondiale de 3,66 USD en PPA. Depuis 2017, ce coût a augmenté chaque année, avec une hausse notable de 2,5 pour cent entre 2020 et 2021. Cette tendance à la hausse varie selon les catégories de revenus, les pays à revenu élevé connaissant la plus forte augmentation (6,4 pour cent), suivis des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (4,4 pour cent) et des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (3,5 pour cent).

29. En 2021, une part importante de la population de la région, soit 43,8 pour cent ou 141,6 millions de personnes, n'avait pas les moyens d'avoir une alimentation saine. L'augmentation de 7,9 millions de personnes incapables de s'offrir une alimentation saine entre 2017 et 2020 a été partiellement compensée par une amélioration en 2021, 3,8 millions de personnes en moins n'ayant pas les moyens de s'alimenter. C'est au Soudan qu'en 2021, la proportion de personnes n'ayant pas les moyens de s'offrir une alimentation saine était la plus élevée (85,4 pour cent), soit 67,3 millions d'individus, ce qui signifie que près de la moitié de la population totale de la région n'ayant pas les moyens de s'offrir une alimentation saine vit dans ce pays (figure 6). Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, une alimentation saine était inabordable pour 44 pour cent de

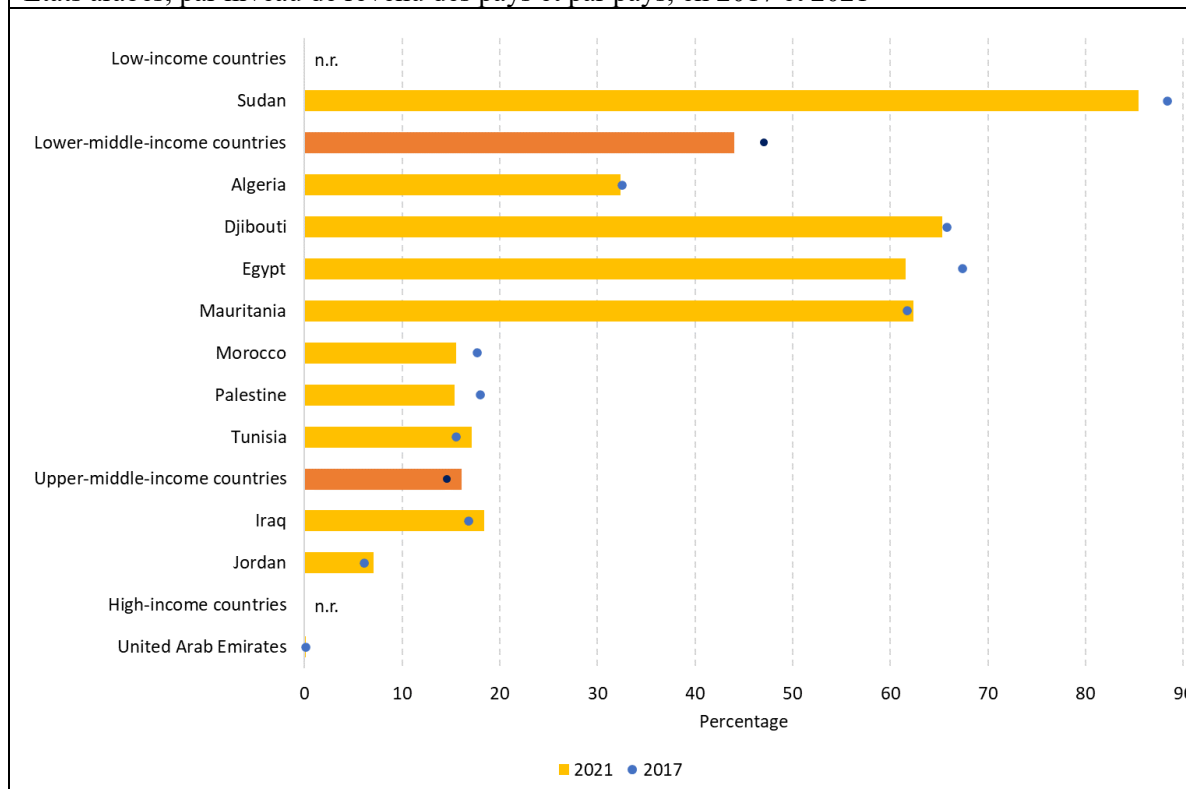
<sup>5</sup> Voir PAM et FAO. 2023. *Hunger Hotspots. FAO–WFP early warnings on acute food insecurity: November 2023 to April 2024 Outlook*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc8419en>.

<sup>6</sup> Voir [https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user\\_upload/ipcinfo/docs/IPC\\_Gaza\\_Acute\\_Food\\_Insecurity\\_Nov2023\\_Feb2024.pdf](https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Gaza_Acute_Food_Insecurity_Nov2023_Feb2024.pdf).

<sup>7</sup> Voir [https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user\\_upload/ipcinfo/docs/IPC\\_Famine\\_Review\\_Report\\_Gaza.pdf](https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Famine_Review_Report_Gaza.pdf).

la population, ce qui montre une certaine variabilité entre les pays. Quelque 61 à 65 pour cent de la population n'avait pas les moyens d'avoir une alimentation saine à Djibouti, en Égypte et en Mauritanie, tandis que la proportion était quatre fois plus faible au Maroc, en Palestine et en Tunisie, où elle se situait entre 17 et 20 pour cent. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, 16 pour cent des personnes n'avaient pas accès à une alimentation saine, soit un peu plus qu'en 2017.

**Figure 6.** Pourcentage de personnes n'ayant pas les moyens de s'alimenter sainement dans les États arabes, par niveau de revenu des pays et par pays, en 2017 et 2021



Source: D'après FAO. 2023. Coût et abordabilité d'une alimentation saine (CoAHD). Dans: *FAOSTAT*. Rome. [Consulté en juillet 2023]. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/CAHD>.

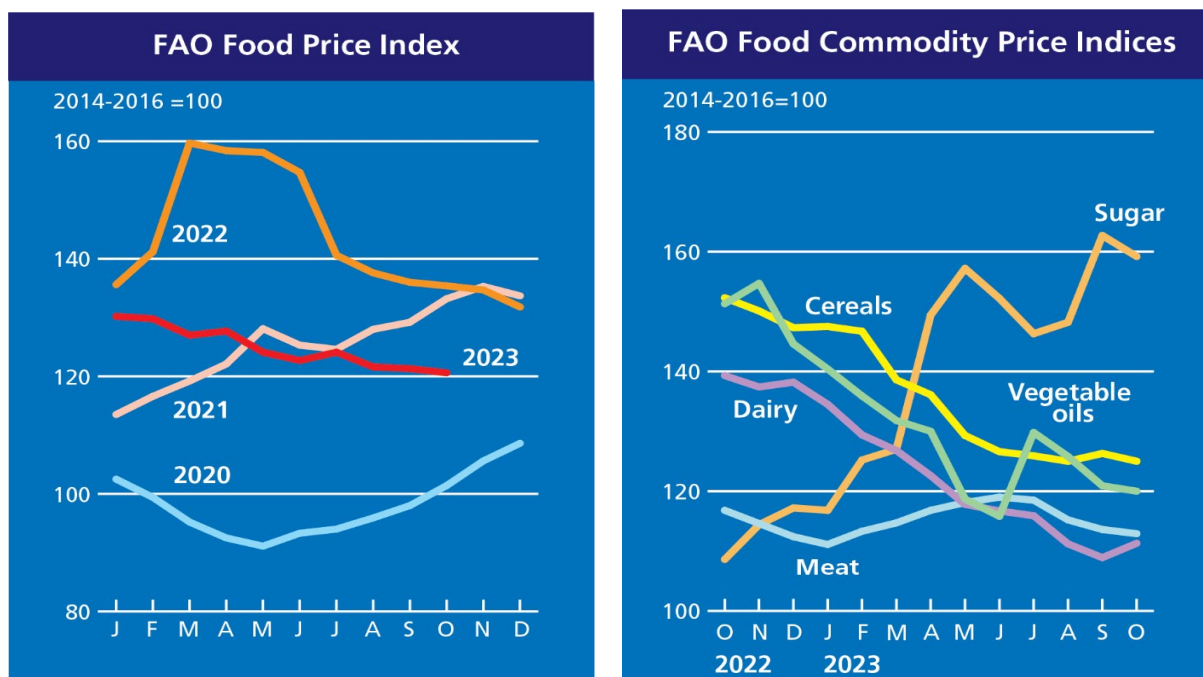
### III. Perspectives agricoles mondiales et régionales

#### III.1. Perspectives mondiales

##### Situation actuelle des marchés et perspectives à court terme

30. En 2023, l'indice FAO des prix des produits alimentaires a poursuivi sa tendance à la baisse, quoique lentement, reflétant la chute des prix mondiaux des céréales, des huiles végétales, des produits laitiers et de la viande en raison des fortes disponibilités à l'exportation, conjuguées à une demande mondiale d'importation modérée. Dans le même temps, les prix mondiaux du sucre ont augmenté l'an dernier, en raison de la crainte de voir l'offre mondiale se contracter pendant les campagnes 2023-2024 (figure 7). Cependant, l'indice FAO des prix du sucre était de 134,6 points en décembre 2023, en baisse de 26,8 points par rapport à novembre.

**Figure 7.** Indice FAO des prix des produits alimentaires (à gauche) et indices FAO des prix de groupes de produits alimentaires (à droite)



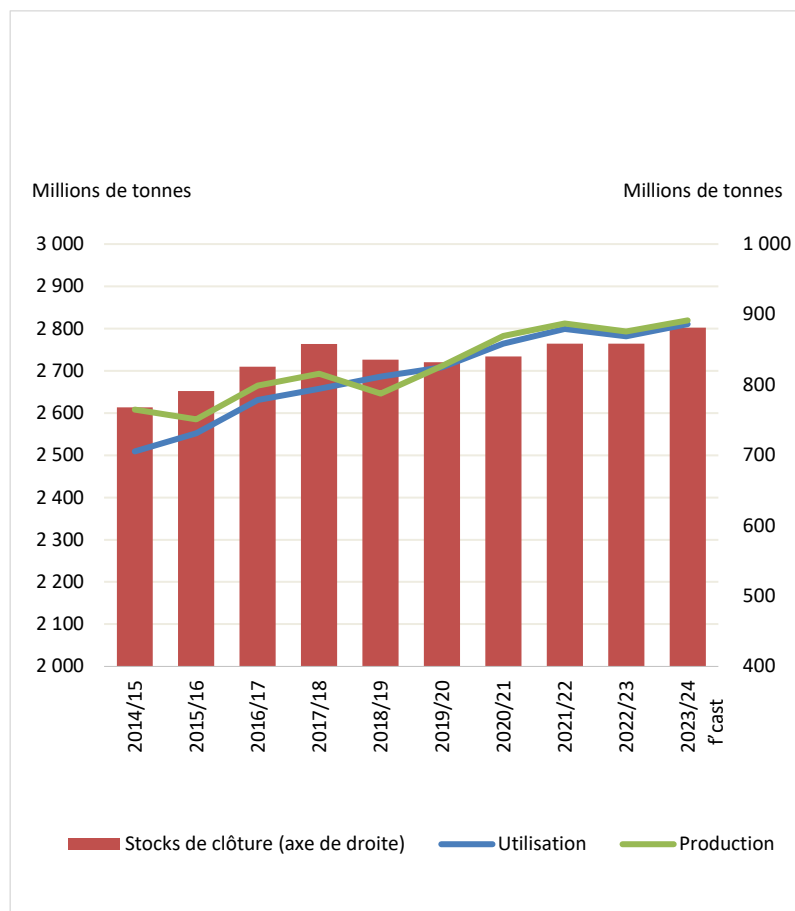
Source: FAO. 2023. Indice des prix des produits alimentaires.  
<https://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>.

31. Selon les prévisions de la FAO, l'offre mondiale de blé devrait rester confortable pendant les campagnes 2023-2024, principalement en raison d'importants stocks de report, malgré une baisse attendue de la production mondiale par rapport au niveau record de l'année précédente. En ce qui concerne les céréales secondaires, on s'attend à un rebond de la production de maïs, qui devrait stimuler l'offre, l'utilisation et les stocks à l'échelle mondiale.

32. Pendant les campagnes de commercialisation 2023-2024, la production mondiale de riz devrait se redresser, l'utilisation devrait stagner en raison de la faiblesse de la demande d'importation et des restrictions à l'exportation de riz (notamment en Inde), et les réserves, concentrées dans quelques pays, devraient se reconstituer. En 2024, le commerce international du riz devrait rester stable, au niveau réduit de 2023.

33. En 2023-2024, la production mondiale de graines oléagineuses devrait augmenter, atteignant un nouveau record, sous l'impulsion de la production de graines de soja et de tournesol, tandis que le commerce des huiles végétales et des farines d'oléagineux devrait stagner en raison de l'abondance des stocks dans les pays importateurs, malgré une hausse potentielle de la demande d'huiles végétales de la part des consommateurs et de la demande de farines d'oléagineux émanant du secteur des aliments pour animaux.

34. En ce qui concerne les produits de l'élevage, la production mondiale de lait et de viande devrait augmenter en 2023 du fait de conditions de production favorables dans les principaux pays producteurs. Toutefois, il est probable que le commerce international des produits laitiers et de la viande se contracte en raison de la baisse du pouvoir d'achat due à une inflation élevée et à une croissance économique atone.

**Figure 8.** Production, utilisation et stocks de céréales à l'échelle mondiale

Source: FAO. Novembre 2023. Bulletin de la FAO sur l'offre et la demande de céréales.  
<https://www.fao.org/worldfoodsituation/csdb/fr>.

35. Le niveau historiquement élevé des prix nationaux des produits alimentaires, des monnaies nationales faibles et des perspectives de ralentissement de la croissance économique continuent de limiter l'accès à la nourriture pour de nombreux pays en développement qui sont des importateurs nets d'aliments et pour les communautés vulnérables.

36. Ces préoccupations sont encore exacerbées par les incertitudes politiques, notamment les restrictions à l'exportation, qui limitent la libre circulation des aliments d'un pays à l'autre et restreignent les disponibilités en aliments.

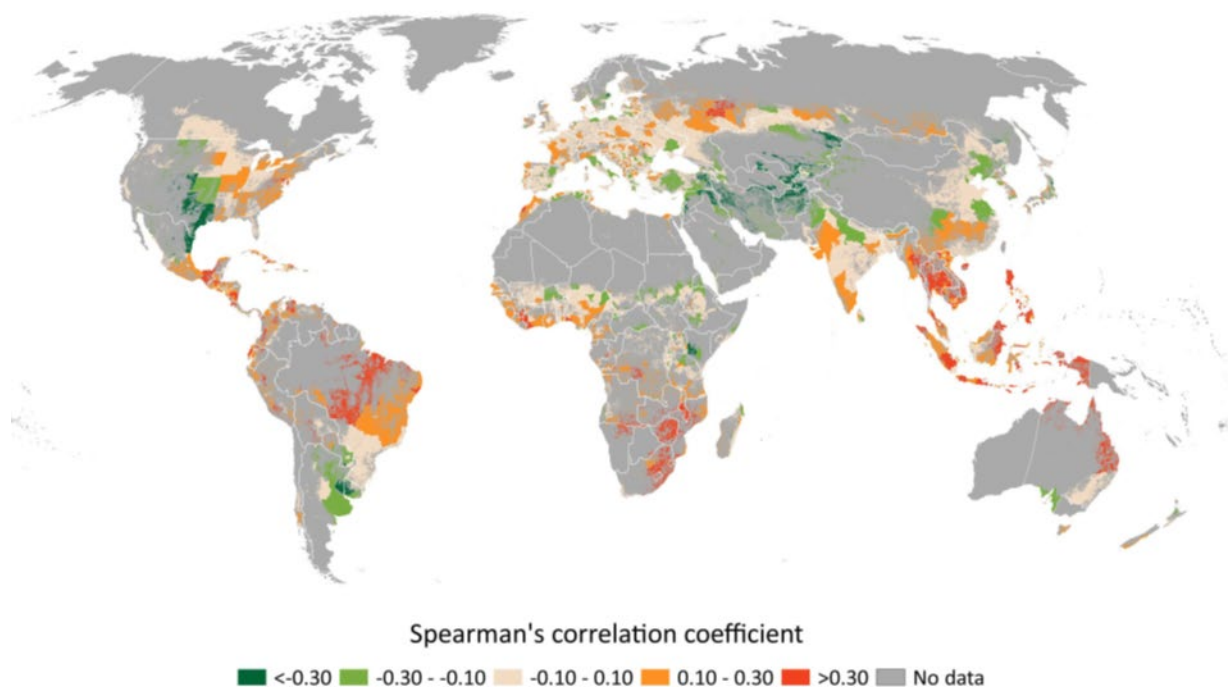
37. Les conditions météorologiques défavorables, associées notamment au phénomène El Niño qui sévit actuellement, devraient accentuer les effets persistants des sécheresses, des précipitations excessives et des inondations, réduisant ainsi les rendements et la production d'aliments dans le monde (figure 9).

38. Les conflits, les tensions géopolitiques et les guerres en cours compromettent la production d'aliments dans le monde entier, aggravant encore les inquiétudes concernant les disponibilités alimentaires et l'accès à la nourriture dans de nombreux pays. La guerre en Ukraine a réduit la superficie ensemencée en blé, tandis que l'arrêt de l'initiative céréalière de la mer Noire à la mi-juillet a accru les coûts de fret.

39. Les difficultés logistiques rencontrées à certains points d'origine importants, notamment le faible niveau d'eau sur les principales voies navigables intérieures et au niveau des passages maritimes essentiels tels que le fleuve Mississippi aux États-Unis d'Amérique, le fleuve Tapajós au Brésil et le canal de Panama, ont entravé le commerce de produits alimentaires. L'évolution récente de la situation au Moyen-Orient a également suscité des inquiétudes quant à d'éventuelles perturbations aux principaux points d'étranglement commerciaux, en particulier au canal de Suez.

40. Les maladies animales transfrontières, en particulier la peste porcine africaine et la grippe aviaire, continuent d'entraver les activités d'élevage dans le monde entier malgré la mise en œuvre, pour contrôler leur propagation et limiter au minimum leur incidence sur le commerce, de mesures axées sur la régionalisation (continuer à accepter des produits provenant de régions non touchées d'un pays même après l'apparition d'un foyer de maladie).

**Figure 9.** Corrélation entre l'état de la végétation sur les terres cultivées et le phénomène El Niño (coefficient de corrélation de Spearman)



Source: FAO, *El Niño to return in 2023 following a three-year La Niña phase*, GIEWS update, 26 avril 2023.

### Perspectives à moyen terme

41. D'ici à 2030, les besoins énergétiques et nutritionnels en évolution d'une population mondiale croissante et de plus en plus aisée devraient être les principaux moteurs de la demande de produits agricoles. Les hypothèses macroéconomiques qui sous-tendent les projections suggèrent un ralentissement de la croissance de la population mondiale ainsi qu'une diminution de la population chinoise. Dans le même temps, la croissance économique mondiale se traduira par une augmentation du revenu par habitant dans la plupart des régions. Les taux d'inflation projetés devraient ralentir au cours des 10 prochaines années.

42. À l'échelle mondiale, l'alimentation demeure la principale utilisation des produits agricoles de base: elle représente 49 pour cent des quantités consommées. La consommation mondiale d'aliments devrait augmenter de 1,3 pour cent par an. La croissance démographique restera le principal facteur influençant la demande d'aliments dans le monde, principalement en raison de l'augmentation des besoins de consommation qui se fera jour à mesure que les populations d'Afrique subsaharienne, d'Inde et de la région du Proche-Orient et Afrique du Nord prendront de l'ampleur (figure 10).

43. Au niveau mondial, les aliments de base devraient rester la principale source de calories. La consommation d'aliments à plus forte valeur découlera avant tout de la hausse des revenus sur les marchés émergents. Les protéines animales devraient voir leur part croître dans la consommation de protéines, en particulier en Asie et dans la région Amérique latine et Caraïbes.

44. La croissance de la consommation mondiale de produits d'origine animale nécessite de consacrer davantage de cultures à l'alimentation animale. Cette augmentation devrait principalement être le fait de pays à faible revenu et de pays à revenu intermédiaire, qui adopteront progressivement des systèmes de production animale davantage axés sur le commerce et utilisant de plus grandes quantités d'aliments pour animaux.

45. Sur la base des investissements en cours dans les technologies, les infrastructures et la formation, la croissance de la production agricole mondiale totale devrait s'établir au total à 1,1 pour cent par an. Elle se produira principalement dans des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu, et sera due davantage à l'augmentation de la productivité qu'à un accroissement de l'utilisation des terres (figure 11).

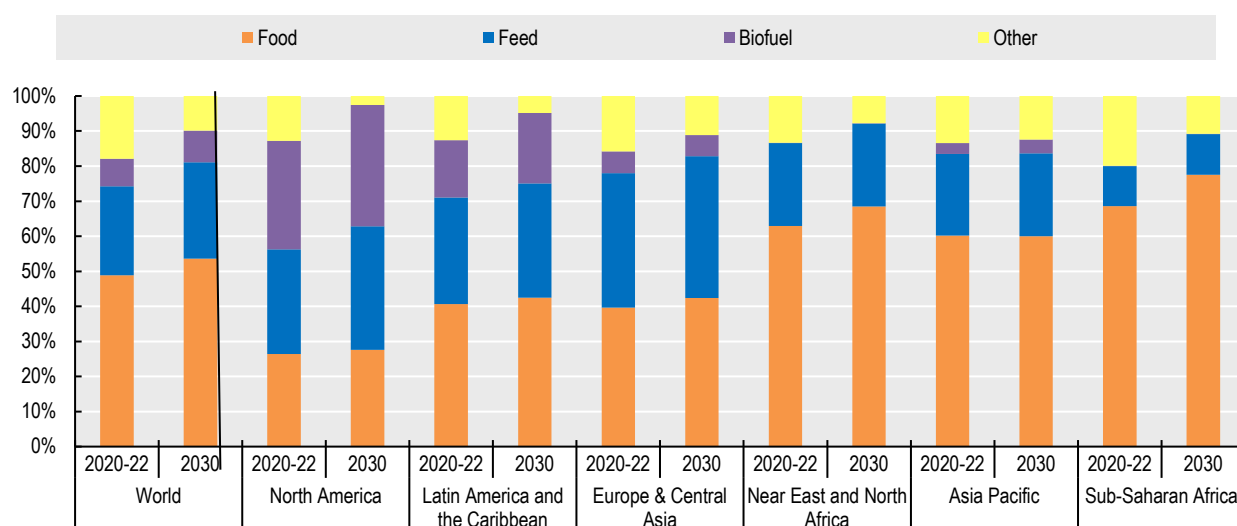
46. À l'instar de ce que l'on observe dans la production végétale, la croissance prévue de la production animale, halieutique et aquacole résultera en grande partie de l'amélioration de la productivité par animal, fruit d'une gestion plus efficace des troupeaux et des stocks de poissons ainsi qu'à une plus grande intensité en aliments pour animaux.

47. Le commerce des produits primaires et des produits transformés issus de l'agriculture devrait croître au même rythme que la production pendant la prochaine décennie. La pandémie de covid-19 a perturbé les échanges à l'échelle mondiale, mais le commerce des produits agricoles s'est montré résistant (figure 12).

48. Outre les conflits et les tensions géopolitiques, la menace la plus grave qui pèse actuellement sur la consommation de produits agricoles, en particulier sur celle des denrées alimentaires, tient aux répercussions économiques néfastes d'une inflation qui demeure élevée et d'une possible récession mondiale.

49. Malgré une amélioration récente de la situation, le risque d'incertitudes persistantes pourrait modifier les décisions de production, limiter l'utilisation d'intrants et, par la suite, faire baisser la croissance des rendements, ce qui menacerait à terme la sécurité alimentaire mondiale. La production de matières premières agricoles reste également vulnérable aux maladies végétales et animales. À plus long terme, les politiques relatives au changement climatique et à l'environnement pourraient perturber les marchés et remodeler les schémas de production mondiaux.

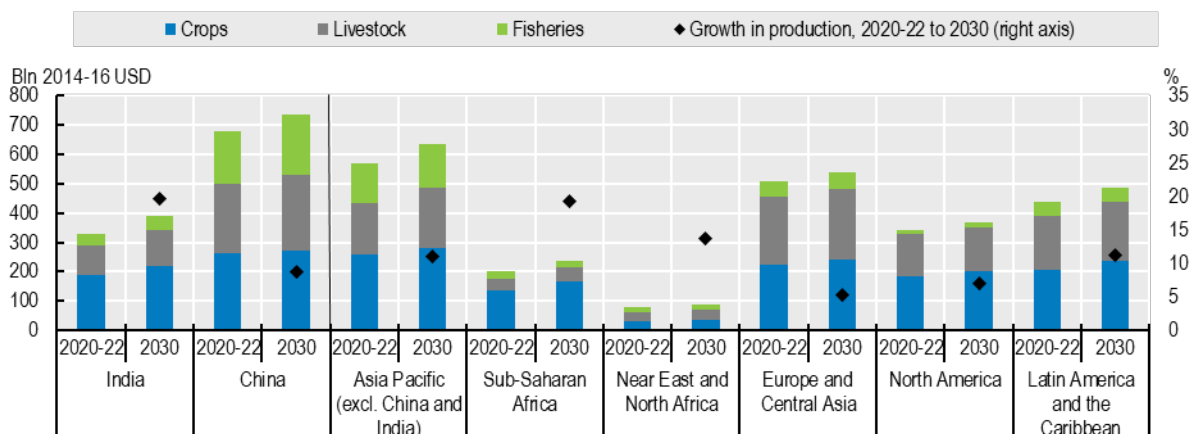
**Figure 10.** Utilisation des produits agricoles, par type et par région



Note: Les proportions sont calculées à partir de données en équivalent calories.

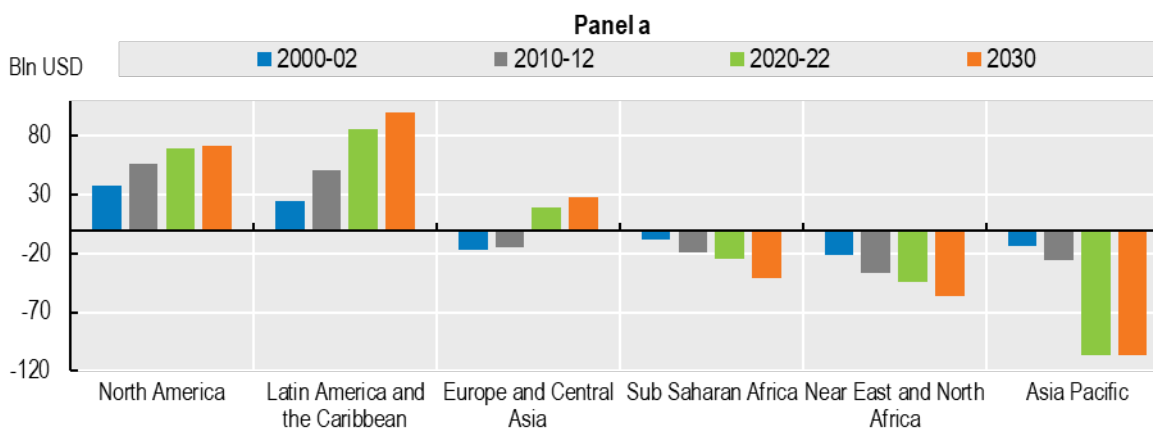
Source: OCDE/FAO. 2023. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2023-2032*. Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/a187ca6c-fr>.



**Figure 11.** Évolution de la production agricole mondiale

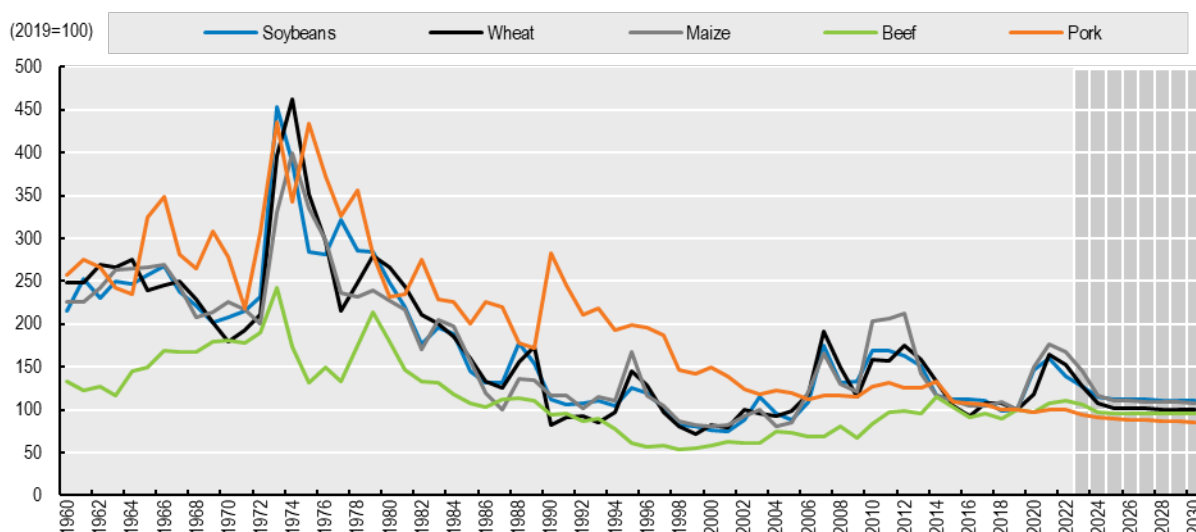
Note: Ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant du domaine «Valeur de la production agricole» de FAOSTAT et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO. Les données relatives aux autres produits ont été obtenues par extrapolation. La valeur nette de la production repose sur les estimations des auteurs de l'utilisation de semences et d'aliments pour animaux autoproduits. Elles sont exprimées en USD aux prix constants de 2014-2016.

Source: OCDE/FAO. 2023, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2023-2032*. Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/a187ca6c-fr>.

**Figure 12.** Solde net des échanges commerciaux par région, en valeur constante

Note: Solde net des échanges commerciaux (exportations moins importations) de produits pris en considération dans les Perspectives agricoles, exprimé en USD aux prix constants de 2014-2016. Les chiffres relatifs au solde net tiennent compte des échanges intrarégionaux mais font abstraction des échanges intra-Union européenne.

Source: OCDE/FAO. 2023, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2023-2032*. Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/a187ca6c-fr>.

**Figure 13.** Évolution à long terme des prix de certains produits, en valeur réelle

Note: Les données historiques concernant le soja, le maïs et le bœuf proviennent de la Banque mondiale, «World Commodity Price Data» (1960-1989). Celles relatives au porc sont tirées des statistiques du Ministère de l'agriculture des États-Unis d'Amérique (USDA QuickStats) (1960-1989).

Source: OCDE/FAO. 2023, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2023-2032*. Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/a187ca6c-fr>.

## III.2. Perspectives régionales

### Situation actuelle des marchés et perspectives à court terme

50. Dans la région Proche-Orient et en Afrique du Nord, la production céréalière totale (blé, maïs, sorgho et orge) devrait atteindre 48 millions de tonnes en 2023, soit 4,4 pour cent de plus que l'an dernier, ce qui s'explique par les conditions météorologiques plus favorables dont a bénéficié le Maroc par rapport à la campagne précédente, marquée par une sécheresse, bien que cette production reste inférieure de 5 pour cent à la moyenne triennale enregistrée entre 2020-2021 et 2022-2023. L'augmentation prévue de la production céréalière en glissement annuel reflète une hausse de 12 pour cent de la production de blé, mais est compensée par une baisse des céréales secondaires. La production de riz devrait augmenter de 5,9 pour cent pour atteindre 4,2 millions de tonnes, principalement du fait de l'Égypte, où les prix intérieurs favorisent l'expansion des superficies plantées malgré les efforts faits par le gouvernement pour freiner la culture du riz afin de préserver les rares ressources en eau.

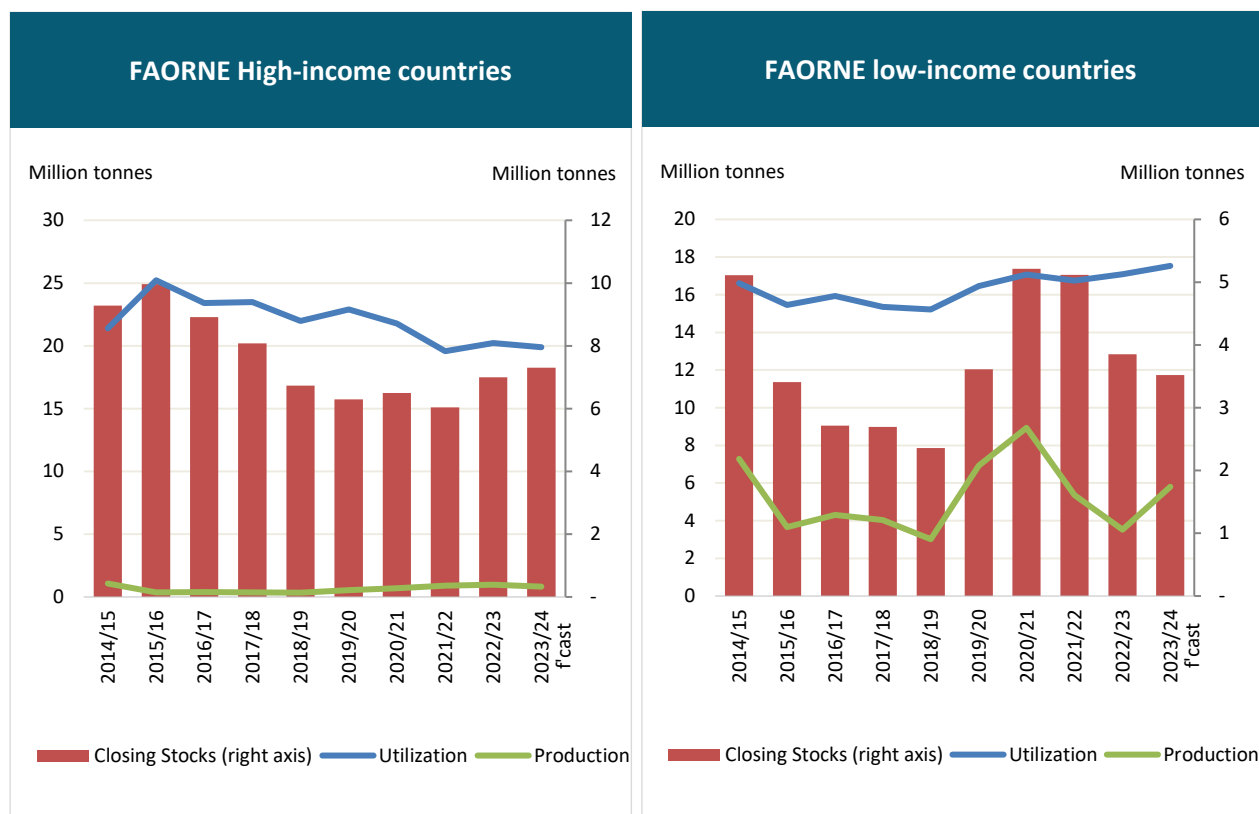
51. La région dépend fortement des importations de cultures oléagineuses pour répondre aux besoins de la consommation humaine et animale avec, en 2023-2024, des importations atteignant 8,2 millions de tonnes de graines oléagineuses, 8,9 millions de tonnes d'huiles végétales et 6,4 millions de tonnes de farines d'oléagineux. Bien que les prévisions actuelles suggèrent un rebond de 15 pour cent des importations de graines oléagineuses, induit par la baisse des prix internationaux, ce chiffre resterait inférieur à la moyenne quinquennale. Une stagnation des importations d'huiles végétales et de farines d'oléagineux est prévue pour la campagne 2023-2024.

52. En 2023, la production de viande devrait également diminuer, principalement en raison d'une baisse de la production de viande de volaille due aux coûts élevés et aux disponibilités limitées en aliments pour animaux. Toutefois, les importations devraient rester stables, à l'exception d'une légère augmentation de la viande de volaille, ce qui pourrait faire baisser la consommation de

viande.

53. En 2023, la production laitière devrait diminuer légèrement pour atteindre 27 millions de tonnes, marquant ainsi la troisième baisse consécutive, reflet de la baisse des marges des principaux producteurs. Les importations devraient augmenter de 5 pour cent pour atteindre 18 millions de tonnes, avec une forte concentration dans les pays à revenu élevé et intermédiaire, sous l'effet d'une demande croissante des consommateurs.

**Figure 14.** Production, utilisation et stocks de céréales dans les pays du Proche-Orient



Source: FAO. Novembre 2023. Bulletin de la FAO sur l'offre et la demande de céréales.

<https://www.fao.org/worldfoodsituation/csdb/fr>.

54. Malgré les subventions alimentaires en vigueur dans de nombreux pays, l'inflation des prix des aliments dans la région reste préoccupante, exacerbant les difficultés rencontrées par les pays non exportateurs de pétrole dans le contexte des défis macroéconomiques actuels, des coûts élevés de l'énergie et des intrants, des dépréciations des monnaies nationales et des retombées des conflits géopolitiques.

55. Les conflits et les troubles sociaux qui ont lieu dans la région limitent la production d'aliments et le commerce intrarégional. Parallèlement, les conflits extérieurs à la région, y compris la guerre en Ukraine, l'arrêt de l'Initiative céréalière de la mer Noire et les restrictions à l'exportation d'aliments imposées par divers gouvernements, limitent l'approvisionnement en aliments et en intrants agricoles, limitant ainsi la capacité de la région à répondre à ses besoins alimentaires.

56. La diminution des précipitations et l'augmentation du nombre de sécheresses restent des préoccupations majeures, en particulier dans le sud de la région méditerranéenne, ce qui entraîne une baisse des disponibilités en eau et a des répercussions sur la production d'aliments de base et de produits dérivés du bétail. Outre la diminution de l'offre d'aliments pour animaux, les coûts élevés

des importations de ces aliments et les dépréciations des monnaies nationales exacerbent les difficultés rencontrées pour produire des aliments.

57. Les dépenses de fonctionnement des exploitations d'élevage demeurent un problème important, malgré une certaine baisse des prix des aliments pour animaux. Toute augmentation des prix des céréales, leur volatilité et leur accès limité, ainsi que les coûts élevés de l'énergie, pourraient compromettre la viabilité de la plupart des petites et moyennes exploitations d'élevage, réduisant ainsi les perspectives de production et l'accès aux protéines animales et aux moyens de subsistance.

### **Perspectives à moyen terme**

58. La région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord englobe des pays aux revenus et aux profils socioéconomiques variés. La croissance à moyen terme du revenu par habitant devrait être de 1,5 pour cent par an jusqu'en 2030, ce qui est peu à même de susciter une forte demande et est préoccupant dans une région où une alimentation saine est inabordable pour plus de la moitié de la population.

59. Les taux d'autosuffisance pour la plupart des produits de base devraient continuer à baisser. Dans un marché mondial de plus en plus volatil et fragmenté, il faudra, pour assurer la sécurité alimentaire et améliorer la résilience, adopter des politiques adaptables et efficaces.

60. Dans la région, la consommation totale moyenne de calories par personne devrait rester à son niveau actuel en raison de la lenteur de la reprise économique, de la hausse des prix des aliments et d'une prise de conscience croissante de l'importance d'adopter une alimentation saine. Dans le régime alimentaire moyen de la région, 54 pour cent des calories continueront, en 2030, à provenir de céréales. Le «triple fardeau» de la malnutrition posera un problème majeur qu'il faudra résoudre à moyen terme. La croissance du secteur de l'élevage, en particulier de la volaille, accroîtra la consommation d'aliments pour animaux, mais les gains d'efficacité maintiendront le taux de croissance à un niveau inférieur à celui de la production de viande. La majeure partie des aliments pour animaux continuera d'être importée, reflétant des politiques qui privilégient la production de cultures vivrières.

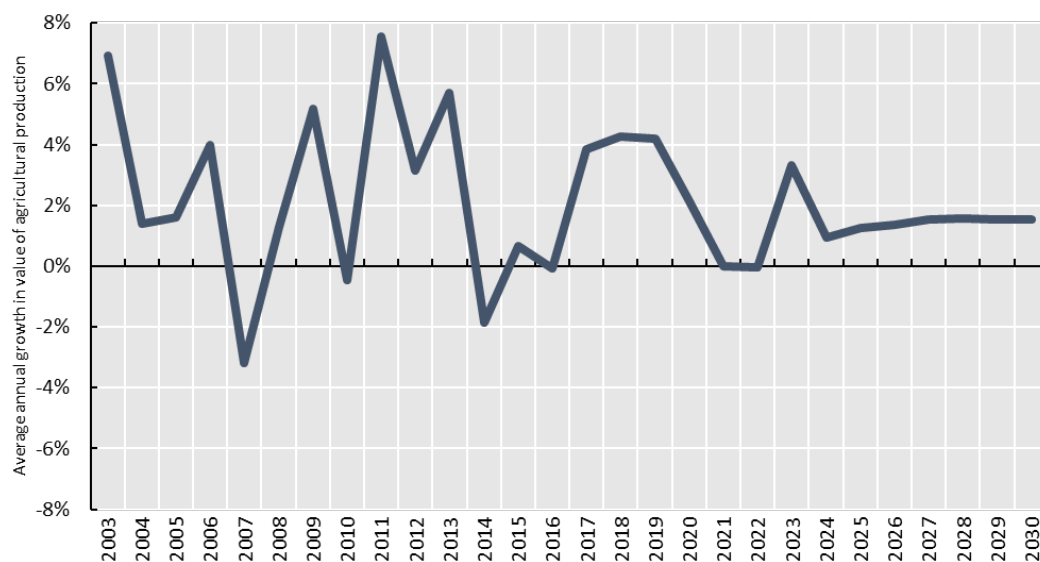
61. L'expansion prévue de 1,1 pour cent par an de la production agricole et piscicole reste inférieure au taux de croissance démographique de 1,4 pour cent par an. Il faut, pour accroître la production végétale, intensifier l'utilisation des terres parallèlement à une amélioration des rendements, en particulier pour les céréales. La croissance de la production animale devrait dépasser celle du secteur des cultures, sous l'impulsion de la volaille, qui représenterait 61 pour cent de la production totale de viande en 2030. La production de poisson joue également un rôle important.

62. Jusqu'en 2030, les importations nettes de produits alimentaires par habitant de la région devraient rester les plus importantes au monde, croissant de 10 pour cent par rapport à la période de référence. Si l'on ajoute à cela une croissance démographique de 20 pour cent, on obtient une augmentation attendue de 30 pour cent des importations nettes régionales (figure 12). Les importations devraient augmenter pour presque tous les produits de base, mais généralement à un rythme plus rapide pour la viande et les produits laitiers que pour les aliments d'origine végétale. En 2030, les importations de la région représenteront une part importante et surtout croissante du commerce mondial, notamment pour le blé, le sucre et le maïs, ainsi que pour la viande ovine, le fromage et la volaille.

63. L'augmentation des prix internationaux des céréales, exacerbée par la dépréciation de la monnaie dans de nombreux pays non exportateurs de pétrole, combinée à une inflation galopante et à la crise du coût de la vie, a grevé l'accessibilité des aliments de base dans les zones à faible revenu et celle d'une alimentation saine dans toute la région. Dans un contexte de faible croissance des revenus, et alors que plusieurs pays sont touchés par des conflits géopolitiques, l'un des principaux défis auxquels la région est confrontée est celui de l'accès à des produits alimentaires abordables pour une population croissante.

64. Pour réduire la dépendance à l'égard des importations des principales céréales et, partant, les vulnérabilités associées aux perturbations, les politiques ont de tout temps cherché à stimuler la production. Bien que ces politiques se soient efforcées de réduire les risques, elles ont en fait limité la croissance, ces céréales étant en concurrence avec des cultures à plus forte valeur ajoutée pour des ressources en eau limitées.

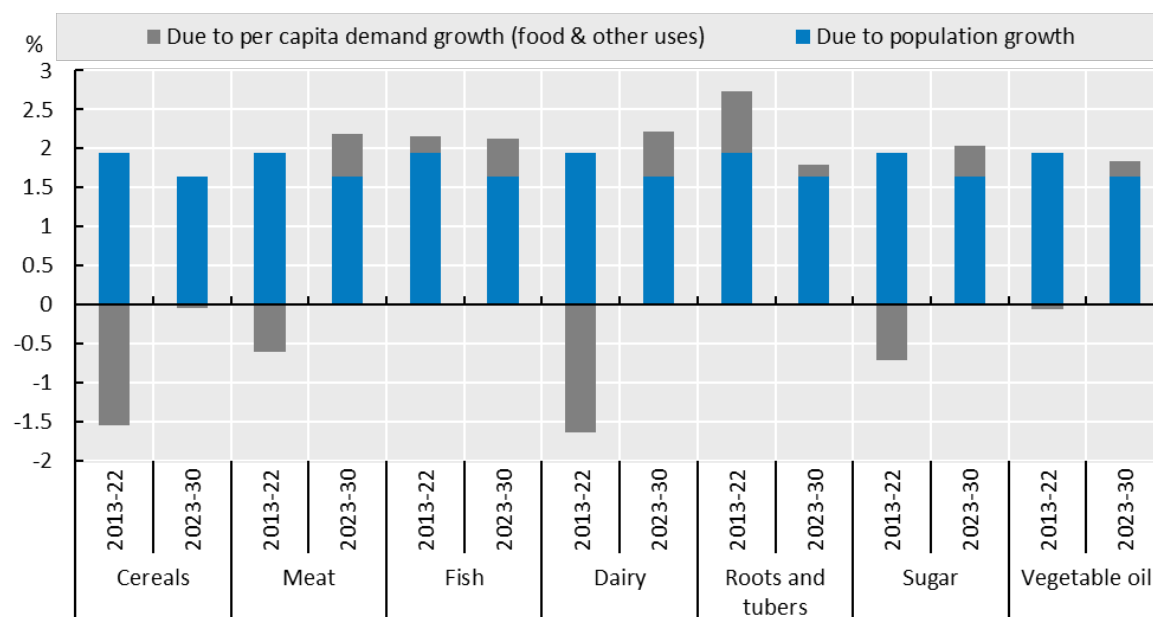
**Figure 15.** Croissance de la production agricole au Proche-Orient et en Afrique du Nord



Note: Ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant du domaine «Valeur de la production agricole» de FAOSTAT et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO. Les données relatives aux autres produits ont été obtenues par extrapolation. La valeur nette de la production repose sur les estimations des auteurs de l'utilisation de semences et d'aliments pour animaux autoproduits. Les valeurs sont mesurées en USD aux prix constants de 2014-2016.

Source: OCDE/FAO. 2023. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2023-2032*. Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/a187ca6c-fr>.

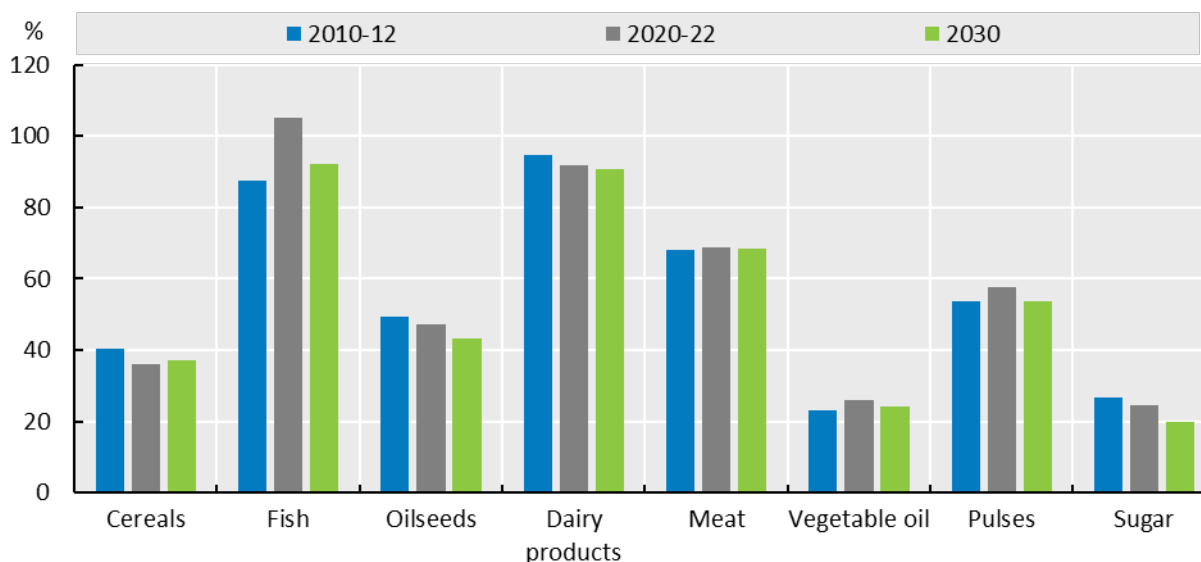
**Figure 16.** Évolution annuelle de la demande pour les principaux groupes de produits au Proche-Orient et en Afrique du Nord, 2013-2022 et 2023-2030



Note: La composante «croissance démographique» est calculée en supposant que la demande par habitant reste constante au niveau de l'année précédant la décennie. Les taux de croissance renvoient à la demande totale (de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux et de produits destinés à d'autres utilisations).

Source: OCDE/FAO. 2023. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2023-2032*. Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/a187ca6c-fr>.

**Figure 17.** Ratios d'autosuffisance pour certains produits de base au Proche-Orient et en Afrique du Nord



Note: Le ratio d'autosuffisance est calculé comme suit:  $(\text{Production} / (\text{Production} + \text{Importations} - \text{Exportations})) * 100$ .

Source: OCDE/FAO. 2023. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2023-2032*. Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/a187ca6c-fr>.